

Le patronat aux urnes

La principale organisation patronale nationale, le Forum des chefs d'entreprises, FCE, renouvelle ses instances dirigeantes ce jeudi.

Le Forum est un club d'hommes d'affaires proches du gouvernement, animé par une personnalité locale qui mène son club avec une forte conviction. Ce club dispose d'une forte capacité de propositions pour le gouvernement. Il ne représente toutefois qu'une partie du secteur privé algérien. A la marge du FCE, le Club d'action et de réflexion sur l'entreprise, Care, est un regroupement de jeunes chefs d'entreprise opérant dans différents secteurs, notamment l'agroalimentaire, la promotion immobilière, l'informatique et les services. Il est animé par un avocat d'affaires et a pour vocation première de constituer un espace d'échanges, de rencontres et de propositions. Récemment, le Care a ouvert à l'adhésion des PME la première Charte algérienne de bonne gouvernance de l'entreprise, élaborée sous l'autorité du jeune industriel Slim Othmani.

Le terreau dans lequel puisent aujourd'hui les organisations patronales réunit, pour l'essentiel, une «bourgeoisie d'affaires», issue de l'abrogation du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur et du commerce informel, et une «bourgeoisie bureaucratique» qui tire ses ressources du pantouflage et d'autres formes de connexion organique avec les appareils d'Etat. Ces deux branches du capital local ont souvent été évoquées comme les deux seins d'une même poitrine, celle de l'Etat distributeur de rentes, quelles que soient les formes que cela prend historiquement : accès aux marchés publics, assistantat politico-syndical (en direction des franges les plus contestatrices), etc. Le pantouflage, né à la faveur de l'ouverture politique et de la permissivité concédée aux barons du système, a enrichi les passerelles entre les deux. Notre confrère Kamel Daoud du *Quotidien d'Oran* dressait, il y a peu, un portrait saisissant du «patron employé» dans le «semi-capitalisme» national :

«Dans le tableau de l'économie de marché nationalisée, ce sont les patrons algériens qui ont la plus petite voix apparemment. Même invités par Ouyahia, ils ont encore cette humilité prudente de l'employé qui n'est pas encore sûr de son indépen-

dance. On les comprend presque, sachant que c'est l'Etat qui est propriétaire des banques, des marchés et des décisions. Les patrons algériens ne font pas encore de la politique et n'y pèsent pas avec le poids de leurs capitaux instables et volatiles et parfois compromis. Ils sont encore coincés entre eux-mêmes, entre les rangs de la bureaucratie nationale et traînent toujours le verdict de l'inconscient collectif de la nation qui leur colle le mauvais rôle que leur ont imparté la culture égalitaire et le socialisme qui interdit la bourgeoisie criante. Dans le semi-capitalisme algérien, encore au stade oral, un bon patron court après un wali et un guichetier de banque pour créer son entreprise, pas le contraire.» (*)

En marge de cette faune, il y a naturellement les légitimistes, représentatifs d'un capitalisme social, responsable, éthique, à l'image de Slim Othmani, candidat à la succession de Réda Hamiani. Lui n'hésite pas à dire, à juste titre : «Il est vrai que nous observons actuellement sur le marché algérien beaucoup de PME qui défient les lois du management en ayant un comportement plus que contestable (non-facturation, refus de payer la TVA, surfacturation, corruption, ...) et devenant de facto des concurrents non loyaux. Les raisons à ce comportement sont diverses et je souhaiterais en relever une qui me paraît essentielle pour expliquer une telle attitude : l'ignorance. Ces entreprises ne doivent en aucun cas représenter l'exemple à suivre car leur parcours est éphémère et elles sont rapidement rattrapées par les problèmes ; les exemples sont légion. Certaines entreprises, et dont nous faisons partie, ont fait le pari de la transparence, de la qualité, du respect, de la citoyenneté et nous sommes quotidiennement réconfortés dans les choix que nous avons faits par une reconnaissance des consommateurs, une reconnaissance des institutions (banques, administrations) et surtout une reconnaissance de nos employés et des propriétaires de l'entreprise qui se sentent aussi rassurés, réduisant par ailleurs les tensions qui pourraient surgir entre actionnaires d'une même famille. Certes, les trois moteurs cachés de l'économie algérienne sont grippés (la clarté du droit de propriété, le système judiciaire, le fonctionnement de services de l'Etat qui encadrent l'investissement). Ce n'est

certainement pas une bonne raison pour ne pas y croire. Le marché algérien offre une opportunité exceptionnelle de développement des PME». Quelle place peut revenir à une bourgeoisie industrielle dans une économie de prébendes ? De quelles opportunités d'accumulation historique peut-elle disposer à l'intérieur de l'encadrement administratif étroit de l'économie (accès au crédit, fiscalité, foncier, etc.) ?

A défaut, ne doit-on pas privilégier le vocable de «grosses fortunes» à celui de bourgeoisie ?

Une formulation plus heureuse au regard du poids des activités informelles, estimées à 30% du PIB ; l'évasion fiscale qu'elles occasionnent est évaluée à 100 milliards de dinars pour la seule année 2004, alors que le taux d'évasion fiscale atteint les 40 %. La multitude d'organisations patronales est, in fine, l'expression d'une large palette d'intérêts privés qui cohabitent autour d'une diffusion hiérarchisée de la rente. Ces structures sont d'essence associative ou de lobbying plutôt que syndicale. Un triptyque revendicatif anime tous les syndicats patronaux sans parvenir à les unifier organiquement : le foncier, la fiscalité et le crédit. Il est assuré par des stratégies de clientélisme et de gravitation autour des centres de pouvoir. L'étau fiscal y participe grandement. Parce que l'Etat pourvoit à ses besoins de fonctionnement et d'équipement par les seules ressources pétrolières, le levier fiscal semble agir davantage comme rabatteur de soutiens et allégeances politiques. Dans une étude très fouillée sur la question, la Banque africaine de développement recense des faiblesses de cinq ordres s'agissant des organisations patronales de notre pays (**):

- stratégique : les relations avec les pouvoirs publics et les administrations ont été privilégiées au détriment de la relation avec les acteurs de la branche ;
- opérationnelle : les structures les plus dynamiques répondent davantage aux besoins de leurs comités directeurs que pour leurs adhérents. Elles sont coupées des entreprises et donc de leur base potentielle ;
- comportementale : certaines associations s'engagent dans la défense d'intérêts collectifs, mais la plupart se limitent à la



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

défense d'intérêts personnels. Dans une période d'ouverture à la concurrence, de démantèlement de barrières douanières et d'accession à l'économie de marché, les valeurs de solidarité, de partage, de confiance, de transparence entre opérateurs d'une même branche ont tendance à être négligées ;

• culturelle : les politiques de démantèlement douanier, de privatisation, d'adhésion à l'OMC qui contribuent à créer un environnement incertain, sont vues par la plupart des associations comme un moyen d'enrichissement individuel à court terme. Peu y voient une opportunité de changer, de se réorganiser et de s'adapter aux futures règles de la concurrence ;

• financière : les associations ne vivent que des cotisations des adhérents, limitées et irrégulières.

Sombres perspectives y compris pour le patronat, en dehors d'un passage de relais pour la nouvelle génération, formée et industrielle, donc légitime.

A. B.

(*) *Le Quotidien d'Oran*,
18 décembre 2004.

(**) Banque africaine de développement,
Profil du secteur privé en Algérie, avril 2005, p. 101.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Si même les girouettes s'y mettent maintenant...

Que faut-il pour réussir des études universitaires en Algérie ?

Un bon et solide estomac !

Lorsque Nordine Aït-Hamouda a pris la parole à l'Assemblée nationale, des députés de l'Alliance, notamment du FLN, ont tenté de chahuter son intervention. Jusque-là, rien d'anormal. C'est de bonne guerre. Cela se pratique dans toutes les Assemblées du monde. C'est le signe d'une vie et d'une activité parlementaire contradictoire et dynamique. Par contre — car il y a bien évidemment et comme toujours un «par contre» dans cet espace — ce que je ne trouve pas normal du tout, c'est que dans le lot des élus du FLN, il s'en trouva un à la particularité fort intéressante. Ce Mōssieur qui n'était pas le moins zélé dans le «chahutage» de l'intervention de Nordine Aït-Hamouda, qui n'était pas celui qui tapait le moins fort sur son pupitre, qui n'était pas le dernier à railler le ton offensif du député du RCD, ce Mōssieur donc est connu pour avoir réussi une performance digne de figurer dans le livre des records. Ce «Si-Mohamed-là», pour ne pas le nommer, a été FLN, ensuite, sentant le vent tourner, s'en est allé au RND, a transité ensuite par une liste d'indépendants avant de revenir à la

maison FLN. Et je ne dis rien ou presque sur sa participation enthousiaste à des marches du FIS dans les années 90. Tout de même ! Un peu de pudeur, khouya ! Tu ne peux pas ! Pas toi ! Tous peuvent vouloir perturber l'intervention d'un député de l'opposition. Tous, sauf toi. Tu ne peux pas tambouriner sur ta table pour faire chorus contre Nordine. Lui, a des idées, des principes, une ligne, une conduite. On peut être d'accord. On peut aussi ne pas l'être. Mais ceux qui ne sont pas d'accord, doivent d'abord, eux aussi, avoir des idées, des principes, une ligne, une conduite. Qu'est-ce que tu as, toi ? Sinon la ligne et le sens des vents à portée de tes narines avides ? Je trouve hautement honorable un FLN — qui a toujours été FLN — et qui mène bataille ouverte à Aït-Hamouda ou à tout autre opposant. Je lui tire même chapeau à ce FLN-là. Mais toi ? Qui me dit où tu seras la semaine prochaine, quel costume tu porteras, quel vent tu humeras et quelles bottes tu astiquerai ? Epidabord, depuis quand une girouette donne-t-elle des leçons de probité et de stabilité à un roc, à une montagne ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com



**Bibliothèque régionale
«Ex-Cathédrales» d'Oran**

En marge du salon du livre, vente-dédicace
du dernier livre de Maamar FARAH

«300 PAUSE-CAFE»

Le jeudi 28 mai 2009, à 14h30

